

postscriptum

Bulletin du Parti socialiste genevois – Parution bimensuelle – www.ps-ge.ch – Tél. 022 338 20 70



Crise économique et financière

Les Socialistes ont tenu une conférence de presse le 8 octobre dernier, sur l'impact de la crise financière et économique à Genève, en présence de René Longet, président du PSG, Carlo Sommaruga, conseiller national, Jean-Pierre Thorel, président du Groupe des travailleur-se-s socialistes. Ainsi que Béat Burgenmeier, professeur d'économie, et Nathalie Ruegger, responsable clientèle privée et investisseurs (secteur franco-phone) à la Banque alternative BAS, ancienne responsable de PME, candidat-e-s à l'élection de l'Assemblée constituante du 19 octobre sur la liste n°7 SOCIALISTE PLURALISTE. Voici le communiqué de presse et les interventions des participant-e-s.

L'impact pour Genève, le rôle de Genève

Genève, place financière internationale, n'échappe pas à la crise économique et financière que nous connaissons actuellement. Le tissu économique va en subir les conséquences : non seulement les grandes banques mais aussi les petites et moyennes entreprises et les travailleurs et travailleuses genevois-es.

Si Genève ne peut résoudre à elle seule cette crise financière, la solution ne viendra toutefois pas seulement des instances internationales, des Etats-Unis ou même de Berne, Genève ne peut attendre en croisant les bras.

Des mesures peuvent et doivent être prises pour limiter l'impact de cette crise dont la

conséquence ultime sera l'accroissement des inégalités sociales.

La crise économique et financière actuelle démontre que le modèle d'une économie qui se régulerait toute seule n'est pas une solution viable. Ceci est tout particulièrement vrai pour Genève, place financière internationale.

Pour un Etat qui pilote et offre des garanties.

L'Etat doit mener une politique économique anticyclique : dans cette optique, il doit s'engager activement. Genève a besoin d'une véritable politique économique, qui s'inscrit dans une stratégie globale.

Or, le canton mise trop sur l'implantation de grandes entreprises et sur le développement du secteur bancaire et financier. Les Socialistes réitèrent leur demande d'un concept fondé sur un ensemble d'efforts véritablement orientés vers la création d'emplois durables.

Diversifier la structure économique et la consolider sur la durée.

Les Socialistes veulent en particulier créer des conditions favorables au maintien et au développement d'un maillage économique dense, pour renforcer le tissu économique local et diversifier la structure économique.

La promotion économique doit être menée, afin de conserver les entreprises installées sur le territoire du canton et d'en gagner de nouvelles. A cet égard, l'accueil favorable fait aux hedges funds doit être mené avec une grande prudence afin de ne pas accentuer encore nos dépendances. Ceci de plus dans le respect de règles éthiques.

Suite en page 4

Cette semaine

REACTION

Dossier de presse sur la crise financière et économique

GRAND CONSEIL

L'arrivée d'Aldi à Genève
Inspectorat cantonal des chantiers

ARTICLES

Centrale chaleur force

VOTATIONS

30 novembre 2008 : Prises de position du PS
8 février 2009 : Assemblée générale

VIE DU PARTI

Groupe égalité : appel à candidature
Commissions
Compte rendu du Comité directeur

MENINGES

Les mots croisés de Tante Adèle

A NE PAS MANQUER

Rendez-vous socialiste du 19 octobre prochain
Conférence de Pascal Sciarini

Changement d'adresse :
Parti socialiste genevois
Rue des Voisins 15
1205 GENEVE

JAA
1200 GENEVE 2

Sommaire

Crise économique et financière	1-4
Edito	3
Crise financière : réhabilitation de l'Etat	4
Donner de bonnes conditions cadres économiques à toutes les entreprises genevoises	5
Sortir de l'économie financière	6
La présidence du PS Suisse exige la convocation d'une table ronde sur la crise financière	6
Grand Conseil : arrivée d'Aldi à Genève	7
Grand Conseil : Chantiers, l'inspectorat va-t-il disparaître ?	7
Article : Centrale chaleur force, un projet conforme au développement durable	8
Article Centrale chaleur force, un compromis fécond pour Genève	9
Comité directeur : compte-rendu de séance	10
Commissions : intéressé-e ? Rejoignez les commissions du PSG	11
Candidature : présidence du groupe égalité	11
Vie du Parti	12-13
Conférence de Pascal Scirairni «Electorat du PS et positionnement du parti	13
Votations du 30 novembre : prises de position du PS	14
Votations du 8 février 2009 : Assemblée générale du PS le 12 novembre	14
Méninges : les mots croisés de Tante Adèle	15
Agenda	16

Impressum

Responsable :
Aurore Duteil

Réalisation :
Aurore Duteil

Photos : -

Maquette :
Label Communications

Edition :
Parti socialiste genevois

Pour les dons :
CCP 12-171-3

Internet : www.ps-ge.ch
e-mail : psg@ps-ge.ch
Tél. 022 338 20 70
Fax 022 338 20 72

Tirage :
1200 exemplaires

Délai rédactionnel

Attention: le Post Scriptum est bimensuel.

Veillez à nous faire parvenir suffisamment à l'avance vos annonces. Le délai de réception de vos textes et informations pour la prochaine parution **est fixé au lundi 27 octobre 2008, 12h00**, dernier délai. Nous vous remercions d'avance de vos futures contributions.

Pour toute adresse : psg@ps-ge.ch.

Prochaine parution, le lundi 3 novembre



Tornade sur le monde financier

Pendant que budgets privés et publics obligent à des choix douloureux, voilà que dans le monde irréal de la haute finance des milliards de milliards partent en fumée. L'économie réelle va-t-elle être entraînée dans le gouffre de l'économie fictive de la bulle spéculative?

Il appartient aux Socialistes de réaffirmer clairement :

- 1) L'exigence de la régulation, de l'existence d'un Etat capable de le faire. A cet égard, l'attitude des exécutifs suisses fait penser à la France qui, en 1986, affirmait que le nuage radioactif de Tchernobyl s'était arrêté sur les rives du Rhin ! La Suisse vivrait-elle sous une bulle, alors qu'elle s'est de plus en plus placée sous la dépendance des mouvements financiers internationaux ?
- 2) L'exigence d'une politique économique qui ne brade pas les savoir-faire et les marchés locaux, qui accorde la priorité aux besoins des PME, bases du tissu économique, et qui construise sur des options à long terme au lieu d'être avant tout opportuniste et attrape-tout.
- 3) L'exigence d'une politique sociale forte qui évite qu'en cas de soubresaut majeur, on aille encore plus dans le sens d'une société à deux vitesses.

Les Socialistes disent aux acteurs de l'économie réelle : nous sommes avec vous, nous nous battons avec vous pour que l'argent soit au service de l'économie et pas le contraire. Les partis de droite ne cessent de vous encenser, mais quand il convient d'agir, ils faiblissent et succombent à leur immense respect pour les illusionnistes de la finance. Soutien aux PME et inscription d'un salaire minimum dans la loi sont pour nous les deux faces d'une même volonté politique.

René Longet, président du PSG

Réaction

Suite de la page 1

Le rôle de la banque cantonale est ici de renforcer son soutien aux entreprises du canton (crédits de trésorerie de développement, crédits à l'innovation) et à une politique économique favorable à l'emploi.

Garantir des conditions de travail décentes

En période d'incertitudes, il est encore plus important de s'assurer du respect des condi-

tions de travail par l'application des règles et des conventions collectives. Pour cela, il faut combattre avec vigueur, en partenariat avec les syndicats, le dumping salarial.

Dans tout cela on observe une étonnante placidité des pouvoirs publics devant la tempête financière actuelle qui illustre clairement une fois de plus le fossé entre l'économie financière et l'économie productive, celle des femmes et des hommes de terrain.

À tous les niveaux, local, cantonal et fédéral, les Socialistes se battent aux côtés des

travailleurs-ses et des entreprises pour une économie fondée sur des bases solides et des valeurs réelles.

Le fait que cette situation apparaisse au moment où Genève élit son Assemblée constituante doit être aussi l'occasion d'un correctif et d'inscrire dans notre charte fondamentale les bases et options de la politique économique et sociale cantonale qui actuellement en sont totalement absentes.

René Longet, Président

Crise financière : réhabilitation de l'Etat

Il n'était pas nécessaire que la crise financière éclate pour comprendre qu'une époque se termine. Depuis le début des années quatre-vingt, nos sociétés se voyaient exposées à un véritable lavage de cerveau tellement le slogan «plus de marché, moins d'Etat» a occupé l'avant-scène des débats publics.

Il était largement médiatisé et s'exprimait par une grande variété, allant de la privatisation, de la déréglementation à la baisse des impôts. La politique économique a pris une tournure révisionniste contraire aux valeurs de notre économie, basée sur la négociation et le respect mutuel des partenaires sociaux.

Malgré le fait que le Parti socialiste ait accepté depuis longtemps les valeurs d'une économie de marché et qu'il ait toujours insisté sur leur cadrage social, il a été accusé d'être rétrograde et de vénérer une conception vieillotte de l'Etat.

Cette propagande avait comme objectif de transférer des compétences de la régulation publique vers l'économie privée qui fonctionne souvent en oligopole. Ce transfert a donc renforcé des pouvoirs de marché synonymes d'importants profits.

Dans le domaine financier, la concentration bancaire a réussi à changer le référentiel de la rémunération du capital allant du taux d'intérêt servi sur des emprunts publics vers le taux pratiqué sur des emprunts interbancaires. Le pouvoir régulateur de l'Etat se trouve réduit, et le pouvoir de manipulation de l'économie privée, renforcée.

Or, dans la crise actuelle, les banques ne se font plus confiance entre elles. D'une crise immobilière américaine, nous sommes passés, en peu de mois, à une crise du système financier tout entier. À la même occasion, le slogan «plus de marché, moins d'Etat» s'est transformé aussi rapidement en son contraire.

Le marché à lui seul n'assure pas la cohésion sociale

Pour le Parti socialiste genevois, ces revirements abrupts sont l'occasion de rappeler, deux semaines avant l'élection de l'Assemblée constituante, quelques principes qui étaient toujours les siens :

- Le marché autorégulateur n'existe pas. Tous les marchés sont régulés, sans aucune exception.

- Le marché à lui seul n'assure pas la cohésion sociale, car son fonctionnement donne lieu à un conflit entre l'efficacité économique et l'équité sociale. Il ne peut donc être l'unique forme de notre organisation économique. Le marché a sa place, mais doit être mis à sa place. L'économie publique et le bénévolat sont tout aussi indispensables.

- Le marché est myope par rapport à la pollution. Il doit être régulé par une politique environnementale active.

Ces principes signifient dans le contexte genevois :

- La promotion d'une économie diversifiée conduisant à un rééquilibrage entre l'hypertrophie financière actuelle et l'économie réelle ;
- La promotion de la politique sociale au nom de la solidarité et non pas soumises aux seuls impératifs économiques ;
- La mise en place d'une politique économique rendant le concept de développement durable vraiment opérationnel ;
- L'élection des membres de la Constituante respectant ces principes.

*Béat Burgenmeier
Professeur à l'Université de Genève*

Donner de bonnes conditions-cadres économiques à toutes les entreprises genevoises.

Aujourd'hui, à Genève, à côté des secteurs d'activité florissants mais dépendants d'un modèle économique basé sur la maximisation du profit et la répartition inégale des richesses (banques, horlogerie, luxe, trading), de nombreuses PME souffrent de conditions-cadres relativement défavorables : accès au crédit difficile sans garanties élevées, loyers exorbitants, pression sur les prix – et donc les marges – à la baisse, etc.

Les petites entreprises qui n'ont pas su se positionner dans des niches bien précises, souffrent et sont même parfois chassées du centre-ville car les propriétaires préfèrent les activités qui permettent d'encaisser des loyers supérieurs.

Petites entreprises familiales, commerces de proximité, informatiques, garages, pharmacies ou même dentistes, sont soumis à des pressions terribles, qui les poussent à fermer leurs activités ou à les délocaliser dans des zones périphériques aux loyers moins élevés, alors même qu'elles répondent à des besoins de proximité évidents, notamment pour les classes moyennes.

«Offrir des conditions-cadres favorables à toutes les entreprises, en particulier les PME»

Pour les Socialistes pluralistes, il est important d'offrir des conditions-cadres favorables à toutes les entreprises, en particulier les PME, car elles sont indispensables à un développement harmonieux de Genève, plus écologique (moins de déplacements, moins de transports)

et plus social (pas de ghettos de riches au centre-ville ou de pauvres à l'extérieur).

Un avenir susceptible de garantir la survie et le développement des PME genevoises tout en garantissant une mixité des activités dépend notamment des conditions-cadres suivantes, que les socialistes défendront dans le cadre de la nouvelle Constitution genevoise :

- **Faciliter l'accès transparent et sans lourdeur administrative excessive au crédit bancaire**, notamment via le renforcement des dispositifs publics de prêts et de cautionnement tels que FAE, Fondetec, etc.

- **Donner accès à des crédits bancaires à des taux non spéculatifs**, les PME pouvant se révéler tout à fait viables sans pour autant générer des profits indécents qui frisent la spéculation ; la Banque cantonale devrait pouvoir accentuer ses efforts en la matière.

- **Garantir des loyers commerciaux abordables** dans toutes les zones du canton, du centre-ville à la périphérie, en introduisant des dispositifs tels que le contrôle des loyers des commerces, la clause du besoin, le contrôle des changements d'activité etc.

Il n'est ainsi pas normal d'avoir des concentrations de commerce de luxe au détriment de cafés-restaurants qui étaient viables, ou ailleurs de voir des emplois de services disparaître pour y mettre des bureaux, galeries, ou encore des cafés branchés.

«Redistribution équitable des richesses générées par l'économie»

Le financement de ces mesures doit notamment se faire au travers d'une redistribution équitable des richesses générées par l'économie et il importe notamment de prélever des

impôts – raisonnables – auprès des entreprises qui génèrent d'importants bénéfices pour les financer.

Il faut également s'opposer aux diminutions linéaires des impôts car c'est un leurre pour de nombreuses PME qui ne verront leurs impôts baisser que de quelques francs (quand elles payent des impôts), alors que la baisse importante de recettes fiscales qui en résulte pour l'Etat, l'empêche ensuite de mener une politique proactive d'aide aux entreprises, aux PME et aux indépendants qui en ont le plus besoin !

*Nathalie Ruegger,
responsable clientèle privée et investisseurs
(secteur francophone)
à la Banque alternative BAS,
ancienne responsable de PME.*

Sortir de l'économie financière.

Pour faire face à cette crise qui aura des conséquences sur l'emploi, la sécurité matérielle des salariés et des retraités l'Etat peut et doit reprendre la main. Nous prenons acte qu'il en a les moyens !

Il faut rétablir la confiance, la sécurité pour un développement économique et social durable et serein.

Pas uniquement pour les milieux financiers, responsables de la crise, mais pour l'ensemble de la population.

Il convient de rétablir la sécurité des revenus : maintien du pouvoir d'achat et hausse des

salaires, mise en place de salaires minimums, indexation de l'AVS, du 2e pilier et améliorations de ces prestations, notamment sortir le deuxième pilier du secteur lucratif.

Rétablir la confiance, c'est aussi améliorer le droit du travail et les conventions collectives, en développant et renforçant le dialogue social et en contrôlant efficacement l'application des règles, de droit privé et publique sur tout le territoire.

En résumé établir la confiance dans un avenir serein pour toutes et tous enfants jeunes, adultes et retraités, il faut une sécurité économique.

Toutes les mesures prises et à prendre, doivent bénéficier à l'économie de marché, l'économie publique et à l'économie sociale et solidaire

L'Economie Sociale et Solidaire, cette économie sans but lucratif, réinvestit ses profits pour atteindre ses buts idéals. Ce secteur qui mobilise des ressources diverses (dons, subventions, bénévolat) fournit des prestations dans tous les domaines. L'économie sociale et solidaire est en outre respectueuses de l'environnement humain, social et naturel, produit du lien social.

L'ESS est le seul secteur économique, qui pendant la crise de l'emploi en Europe, a créé des emplois en nombre important : à ce jour il compte environ 10% du total des emplois, tant en Suisse qu'à Genève.

L'ESS doit être reconnue de plein droit et soutenue.

*Jean-Pierre Thorel
Président du Groupe des Travailleurs socialistes*

La présidence du PS Suisse exige la convocation d'une table-ronde sur la crise des marchés financiers.

Réunie [le 8 octobre dernier], la présidence du PS Suisse s'est tout particulièrement penchée sur la crise des marchés financiers et ses conséquences potentielles sur l'économie nationale.

Pour le président du PSS, Christian Levrat, le temps de l'action est venu. « Désormais, il y a urgence. Et comme les turbulences actuelles requièrent une réponse commune, nous revendiquons la tenue d'entretiens de Watteville extraordinaires. »

Voilà déjà des mois que le PS souhaite inscrire la question des risques, aujourd'hui avérés, de

crise financière à l'ordre du jour des entretiens de Watteville. Désormais, chaque jour qui passe ne fait qu'aviver la nécessité d'un débat public. Il n'est pas concevable que le Conseil fédéral élabore un plan de mesures sans en dévoiler les contours. La démocratie exige que les partis politiques soient consultés, au minimum sur les perspectives les plus critiques. En outre, les éventuelles mesures ne doivent pas bénéficier aux seules banques, mais également à l'ensemble de la population, aux petits actionnaires comme aux employé-e-s.

Il s'agit donc, au delà des frontières politiques, de débattre des modalités de réaction de l'Etat face à la crise, à quelles conditions et pour

quelles prestations il doit engager sa garantie. Par ailleurs et en fonction de l'évolution des marchés boursiers en Suisse et dans le monde, il faut s'attendre à des conséquences particulièrement néfastes pour l'économie réelle et le marché du travail. Le Conseil fédéral doit donc impérativement se donner les moyens d'agir sur la conjoncture pour enrayer la récession qui s'annonce.

A ce titre, le PS a déjà déposé une intervention appelant à la mise en œuvre d'un programme dynamique d'investissements.

*Parti socialiste suisse
www.ps-suisse.ch*

Grand Conseil

Arrivée d'Aldi à Genève

Le canton doit être très vigilant.

Le Casseur de prix allemand Aldi, présent en Suisse depuis quelques années déjà, compte s'installer prochainement à Genève, en ouvrant une nouvelle succursale aux Avanchets.

L'arrivée d'Aldi à Genève réjouira probablement les petits budgets, de plus en plus nombreux, de notre canton.

Mais elle inquiète aussi, en particulier les représentants des employé-e-s, car l'entreprise est aussi connue pour sa politique du personnel antisociale et ses réactions parfois très vives contre les syndicats.

Exemples dénoncés par les syndicats : la plupart des employé-e-s sont engagés à 50%, ce qui permet à l'entreprise d'économiser sur les cotisations à la caisse de retraite et de constituer une réserve d'employé-e-s flexibles, car le personnel doit également être prêt à travailler à 100%, voire davantage.

Les collaborateurs-trices ont par ailleurs l'interdiction de travailler chez un concurrent pour compléter leur temps de travail. Les plans de travail sont régulièrement communiqués le vendredi de la semaine précédente et peuvent changer durant la semaine. Le week-end, le personnel est parfois obligé d'apprendre par cœur les numéros d'article de nombreux pro-

duits non marqués. Le temps nécessaire pour ce travail n'est bien sûr pas rémunéré et les personnes qui n'y arrivent pas, sont pénalisées.

En résumé, le personnel est traité sans respect, voire à la limite des usages et des lois, et travaille dans des conditions inacceptables. Face à cette réalité, les Socialistes, par le biais d'une interpellation urgente, ont souhaité s'assurer que les conventions et les lois soient appliquées par l'entreprise.

Véronique Pürro, députée

Chantiers

L'inspectorat cantonal va-t-il disparaître ?

L'inspectorat cantonal des chantiers, rattaché au département des constructions et des technologies de l'information, remplit des missions importantes puisqu'il est chargé de veiller à ce que tout soit mis en œuvre afin d'assurer la sécurité et la protection des travailleurs ainsi que celle du public contre les dangers liés aux activités des chantiers.

Ces missions sont d'autant plus nécessaires que les chiffres 2006 indiquent l'importance des accidents survenus sur les chantiers dans

notre pays : en une année on dénombre en effet pas moins de 27'000 accidents, (presque un pour quatre travailleurs occupés !), 337 invalides et 33 décès.

En 2007, l'inspectorat cantonal des chantiers, doté d'une dizaine de collaborateurs-trices, a assuré 5'477 rendez-vous de conseil et 4'414 chantiers ont été contrôlés à l'occasion de 19'455 inspections.

Parmi les contrôles effectués, figurent le contrôle de la qualité des installations de sécurité, des échafaudages, des permis de machinistes, des autorisations d'ouverture de chantier, de formation, etc.

Or, dans son dernier rapport de gestion, le Conseil d'Etat annonce qu'il a diminué les ressources en personnel de ce service et qu'une réduction des contrôles sur les chantiers en est la conséquence.

Les attaques contre ce service ne sont pas nouvelles. Sans l'intervention des syndicats il aurait déjà disparu, remplacé par des mandats externes. Afin d'éviter cette situation, les Socialistes ont déposé une interpellation pour s'assurer que telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Véronique Pürro, députée

Centrale chaleur force

Un projet conforme au développement durable

Deux priorités forment le socle d'une politique énergétique conforme au développement durable : les économies d'énergies et le développement des énergies renouvelables.

Au niveau des économies d'énergies, les potentiels sont importants. A titre d'exemple, si la Suisse interdisait les ampoules à incandescence pour les remplacer par des ampoules économiques, nous pourrions stopper presque la moitié d'une grande centrale nucléaire du type de Gösgen. Sans diminuer notre confort, en adoptant des nouveaux matériaux et de nouvelles technologies, il est possible de diminuer drastiquement notre consommation.

Malheureusement, la volonté politique se contente trop souvent de simples actions de sensibilisation. Les autorités doivent être plus incitatives, voire contraignantes, vu la gravité des conséquences du réchauffement climatique.

Cette inertie politique se retrouve au niveau de la promotion des énergies renouvelables. Certes les consciences progressent. Cependant, cette évolution est bien trop lente et trop molle. En recouvrant, par exemple, 90 % des toitures des fermes suisses de panneaux solaires, on produirait 8 TWh par an, soit l'équivalent d'une centrale nucléaire. A Genève, 89% de l'électricité distribuée par SIG est totalement renouvelable. Ce modèle doit devenir contagieux en Suisse, en Europe et dans le monde.

Au-delà de ces priorités à impulser, nous devons nous soucier de l'approvisionnement énergétique du pays. Même si nous menons une politique très volontariste en économies d'énergies et en promotion des énergies

renouvelables, même si la Suisse arrive à trouver le chemin de la société à 2000 Watts (actuellement la consommation annuelle des Genevois-es est équivalente à 5000 Watts), nous devons pour garantir l'approvisionnement énergétique, dans les cinquante prochaines années, choisir une autre énergie de transition et de complément.

Comme le disait très clairement l'écologiste Daniel Brélaz à la RSR, le choix se résume au nucléaire, au charbon ou au gaz naturel.

La moins polluante de ces énergies fossiles est bien évidemment le gaz naturel.

C'est dans cette dynamique inspirée par le développement durable, qu'il est envisagé de construire une centrale chaleur-force au Lignon.

Ce projet n'a rien à voir avec les autres projets de centrales à gaz prévus et souvent contestés en Suisse.

Il a une dimension bien plus modeste et produira, en plus de l'électricité, de la chaleur. L'objectif est de chauffer la région de Meyrin et ainsi de remplacer le mazout par le gaz naturel, ce qui diminue de 25 % les émissions de CO₂. De plus, toute la production de CO₂ de cette centrale – qui a des effets sur le dérèglement climatique au niveau global et non pas des incidences locales – sera totalement compensée à travers l'élaboration de projets locaux et l'achat de certificats de compensation dont la traçabilité sera assurée.

La suppression des chaudières à mazout aura, en outre, un effet bénéfique sur la pollution atmosphérique.

Afin de privilégier l'écologie, la centrale sera arrêtée en période estivale. Le bilan environnemental sera assurément positif.

La société à 2000 watts

Le canton de Genève vise à atteindre une société à 2000 watts pour 2050. La centrale chaleur-force prévue au Lignon, couplée à une extension du réseau de chauffage à distance, est une passerelle pour y parvenir.

Ce projet s'inscrit totalement dans la stratégie énergétique cantonale et est une solution transitoire efficace avant d'atteindre une diminution significative de la consommation énergétique et un développement important de la production en énergies renouvelables.

Christian Brunier

Un compromis fécond pour Genève

Lorsque l'on allie, comme c'est mon cas, la présidence du Conseil d'administration d'une grande entreprise publique et un engagement politique il arrive, et c'est normal, que des situations imposent une analyse quelque peu différente au responsable d'entreprise et à l'homme de conviction. C'est pourquoi, aujourd'hui, je suis particulièrement à l'aise pour m'exprimer à propos de la centrale chaleur+force que SIG se propose de bâtir sur le site du Lignon.

Il s'agit en effet d'un projet où réflexion économique et idéal, intérêt à court terme et perspectives d'avenir se marient parfaitement.

Ce projet, essentiel pour Genève, mérite d'être discuté avec soin, sans outrances, sans invectives ; c'est dans cet esprit qu'il a vu le jour, c'est dans cet esprit que j'entends le défendre et j'avoue que je comprendrais mal les motivations de celles et ceux qui, aujourd'hui, après analyse de notre situation actuelle et des perspectives qui s'offrent à nous, s'élèveraient contre une réalisation qui allie efficacité énergétique, respect de nos engagements en matière de développement durable et qui, en outre s'avère compatible, avec l'objectif d'une société à 2000 watts que nous appelons de nos vœux.

J'ai pu lire ou ouïr çà et là, que la centrale chaleur-force était un projet de compromis. On ne peut, évidemment, que répondre par l'affirmative. Oui, il s'agit d'un projet de compromis, encore faut-il s'entendre sur les mots.

Il est des compromis myopes, sans envergure, basés sur le plus petit dénominateur commun et il est des compromis féconds, qui marquent une étape dans une dynamique ambitieuse et qui, ainsi, prennent corps. Et c'est bien de cela

dont nous parlons lorsque nous évoquons le projet de centrale chaleur force du Lignon.

Cette centrale est un modèle d'efficacité, qui met en avant la moins polluante des énergies fossiles (rappelons que d'autres cantons se proposent à l'heure actuelle d'investir dans le charbon...), sans obscurcir l'avenir fait d'énergies renouvelables, pour lequel nous oeuvrons avec conviction. Il s'agit non seulement d'un bon projet mais d'un projet nécessaire.

«Notre politique énergétique se doit d'allier vision, responsabilité et volontarisme.»

En effet, à l'heure où les prix du pétrole crèvent des plafonds jamais atteints, alors que nous importons les trois quarts des énergies nécessaires aux Genevoises et aux Genevois, faire preuve de passivité serait une erreur historique. Il est urgent d'agir. Notre politique énergétique se doit d'allier vision, responsabilité et volontarisme.

Mais il ne faudrait pas pécher par excès d'optimisme ou par naïveté. Dans vingt ans, la généralisation des normes Minergie et Minergie plus, l'évolution des technologies de production de chaleur «propre» (les réalisations récentes dans le quartier de Versoix ainsi que le projet Genève Lac Nation qui utilisent l'eau du lac pour chauffer des bâtiments en sont une brillante illustration), nous offriront la possibilité de recourir beaucoup plus largement aux énergies renouvelables. Vingt ou vingt cinq ans, c'est la durée de vie de la centrale chaleur force ; qui peut être considérée comme une passerelle nécessaire vers l'avenir.

Le projet n'est pas parfait diront certains... Je répondrai qu'il ne contrevient à aucun de nos engagements, ne nous ferme aucune porte, permet de développer notre réseau de chauffage à

distance et de diminuer notre dépendance énergétique. Après avoir longuement étudié les solutions alternatives, je puis vous dire que je ne vois vraiment pas, à l'heure actuelle, ce que nous pourrions proposer de mieux.

Les avantages et les perspectives que nous ouvre la centrale chaleur force sont assez séduisantes pour que nous puissions nous y rallier sans arrière pensée et débattre ainsi plus sereinement des futurs défis énergétiques qui se poseront à nous.

Les nombreux choix que nous aurons à faire dans les prochaines années seront suffisamment difficiles pour que nous profitions, aujourd'hui, de soutenir un projet équilibré, raisonnable et compatible avec nos engagements sociaux et environnementaux.

Daniel Mouchet

Compte-rendu de séance

Séance du comité directeur du 29 septembre 2008

Calendrier en vue des élections cantonales de 2009

L'élection du Grand Conseil aura lieu le 11 octobre 2009, et l'élection au Conseil d'Etat le 15 novembre 2009.

Dans la perspective de ces échéances, le Comité directeur a arrêté le calendrier interne du PSG. La désignation des candidat-e-s socialistes au Conseil d'Etat puis au Grand Conseil, se fera le **samedi 21 février 2009** lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle du PSG. Sera également adopté à cette occasion, le programme du Parti pour la prochaine législature de 2009-2013.

Conformément à nos statuts, le délai de candidatures pour figurer sur la liste socialiste pour le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, est fixé à 30 jours avant le congrès. Le programme sera à disposition dix jours avant. Des informations sur le lieu et l'ouverture des candidatures seront données dans un prochain numéro du *Post Scriptum*.

Congrès du PSS à Aarau : nouvelle version du papier sur la sécurité

Suite aux deux-cent cinquante amendements reçus de la part des sections et des partis cantonaux, la direction du Parti socialiste suisse a revu significativement le papier sur la sécurité. La nouvelle version comprend notamment l'ajout de plusieurs chapitres qui permettent un « meilleur diagnostic », et prennent en compte de nouvelles dimensions au « problème de la sécurité ».

A l'unanimité, le Comité directeur a décidé de ne pas demander le renvoi du papier : cette nouvelle version est une base de discussion intéressante.

Le Bureau du PSG a été mandaté pour adopter

les amendements à déposer au nom du PSG, sur proposition du groupe des délégué-e-s des sections genevoises ; les amendements seront basés sur l'analyse critique du papier initial, faite par Laurent Moutinot.

Initiative Petite Enfance

Une proposition d'initiative portant sur la petite enfance a été traitée lors d'une première discussion au CD du 8 septembre. Les magistrat-e-s communaux avaient été invité-e-s à participer au groupe de réflexion sous la coprésidence de Manuel Tornare et Véronique Pürro pour élaborer un texte auxquels ils et elles puissent se rallier.

Entre temps, les Verts ont contacté le PSG pour envisager un lancement commun d'une telle initiative, ayant eux-même travaillé sur cette thématique depuis plusieurs mois.

Le CD a décidé à l'unanimité, un travail et un lancement commun avec les Verts. Le CD a mandaté un groupe (député-e-s et conseillers administratif-ve-s concerné-e-s) pour élaborer un texte commun de travail selon le principe « d'un enfant une place pour un prix raisonnable ».

L'objectif est d'avoir des feuilles de signatures prêtes mi-janvier. Une Assemblée générale du PS est fixée au mercredi 7 janvier.

Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe)

Suite aux difficultés que connaît la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, le Comité directeur est saisi de ce sujet pour prendre position.

A l'issue de la discussion, il décide de lier les demandes de financement supplémentaire de la FASe à une réforme de la composition

de son conseil de fondation ; dans ce sens il accorde le soutien du PS au projet de loi visant à y introduire une majorité aux bailleurs de fonds que sont l'Etat et les communes. Ce faisant il rappelle l'importance des acteurs associatifs dont l'engagement reste un pilier essentiel. Il s'agit bien de rééquilibrage et non d'exclusion.

Dans un second temps, au cours des prochains mois, une réflexion sur la mission de la FASe sera effectuée. Le Bureau est mandaté pour le suivi du dossier qui devrait aussi aboutir dans la perspective du programme 2009.

Commissions

Intéressé-e ?

Rejoignez les commissions du PSG

Le travail des commissions du PSG vous attire ?

Envie de partager vos compétences dans un domaine particulier ?

Simplement intéressé-e pour en apprendre davantage sur une commission particulière ?

Voici la liste des commissions internes du PS et les personnes à contacter pour toute information.

Commission Constituante

Véronique Pürro
veronique.purro@gc.ge.ch

Commission culturelle

Christiane Leuenberger
chleuenberger@bluemail.ch

Commission économie emploi et finances

Dominique Hausser
dominique@hausser.ch

Commission énergie et développement durable

Diana Rizzolio Duarte
diana.rizzolio@gmail.com

Commission enseignement et éducation

Ivan Schmidt
ivan.schmidt@infomaniak.ch

Commission migration et intégration

François Pakosz et Silvia Machado
fpakosz@hotmail.com
masha@worldcom.ch

Commission prospective

Thierry Tanquerel
thierry.tanquerel@droit.unige.ch

Commission santé

Luisa Alonso Pentzke
alopenflo@hotmail.com

Commission sociale

Marko Bandler
marko@caeg.ch

Commission solidarité internationale

Cruz Melchor Eya Nchama
cruzblo@bluwin.ch

Commission urbanisme, transports et logement

Nicole Valiquer et Claude Uldry
n.valiquer@bluwin.ch
claud.uldry@eurospan.com

Candidature

Le groupe pour l'égalité des droits entre hommes et femmes recherche sa ou son président-e

Pour les Socialistes, l'égalité entre les femmes et les hommes est tout d'abord une question de justice : une société qui discrimine la moitié de sa population, ne peut être tenue pour juste et démocratique. Le Parti socialiste, en tant que force de gauche inventive et combative, propose différentes stratégies et des pistes d'action concrètes qui permettent de sortir de la situation actuelle.

Le but du groupe égalité est de rendre l'idée de l'égalité non seulement sympathique mais également comme exigence incontournable pour transformer l'égalité formelle déjà acquise en égalité dans les faits, dans la vie de tous les jours, pour que chacun-e se sente responsable d'apporter selon ses compétences et son lieu d'engagement, sa part à la construction réelle de l'égalité et de veiller à ce que les récents acquis ne soient ni oubliés ni galvaudés.

Le groupe égalité est composé de femmes et d'hommes qui se rencontrent en vue de formations et d'échanges thématiques, d'accompagnements de campagnes électorales ou pour des votations, d'interventions sur demande (ou bien à l'interne ou bien dans le monde associatif ou dans les media), d'aide à la rédaction respectueuse de l'égalité.

Le groupe égalité dispose en outre d'un-e représentant-e au Comité directeur.

Toutes les pers

sion» d'ici au **vendredi 31 octobre 2008** :

Soit par courrier postal : PSG – 15 rue des voisins – 1205 Genève, soit par courrier électronique : commission@ps-ge.ch.

Vie du Parti



Constituante Election

A l'occasion de l'élection de l'Assemblée constituante, venez nous rejoindre !

Rendez-vous socialiste
dimanche 19 octobre, dès 15h00
autour du verre de l'amitié

au café des TWINS
101 Boulevard Carl Vogt
(en face d'UNIMAIL)

Stands

Rejoignez les candidates et les candidats de la liste N°7 SOCIALISTE PLURALISTE

Stands du PSG

- Samedi 18 octobre, 10h-14h
Molard

Pour toute information sur les stands du PSG contactez Prunella Carrard: psg@ps-ge.ch
Tel : 022 338 20 70

Section Vernier

- Samedi 18 octobre, 10h-12h
Vernier-Village : devant la Coop

Site internet

Pour retrouver les 40 candidat-e-s de la liste N°7 SOCIALISTE PLURALISTE

Pour connaître l'actualité de la campagne

Et pour tout savoir sur la Constituante et les élections du 19 prochain,

rejoignez-nous sur notre site spécial

www.socialistepluraliste.ch

Commission santé

La prochaine séance aura lieu de la commission santé aura lieu :

Lundi 20 octobre à 12h00
au local du Parti, Rue des Voisins 15
Code 2108A - Salle V1

Ordre du jour : Synthèse des propositions de la commission pour le programme de la prochaine législature.

Pour plus d'informations, contactez :
Luisa Alonso-Pentzke,
alopenflo@hotmail.com

Commission économie, emploi et finances

La commission économie, emploi & finances vous invite à sa prochaine séance qui aura lieu

Mercredi 22 octobre
de 20h30 à 22h30
au local du Parti - 15 rue des voisins
code porte entrée 2108 A

La séance sera consacrée à l'élaboration du programme de la législature 2009-2013

La séance est ouverte à toutes et tous !

N'hésitez pas à le faire savoir autour de vous.

Nous vous remercions d'annoncer votre présence auprès d'Aurore Duteil
aurore.duteil@ps-ge.ch / Tel : 022 338 20 76

Et pour toute information, contactez
Dominique Hausser : dominique@hausser.ch

Groupe égalité

A quelques mois des prochaines échéances cantonales, il est temps de penser au programme de la nouvelle législature.

Les Socialistes ont toujours affirmé dans leurs propositions et leurs actions, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, comme une de leurs principales priorités.

Cependant, aujourd'hui encore, dans de nombreux domaines, l'égalité n'est toujours pas réalisée. Le thème de l'égalité femmes - hommes sera donc un point important de notre programme.

En outre, après plusieurs années d'engagement, pour lequel nous la remercions très chaleureusement, Martin Sumi remet la présidence du groupe. Conformément à nos statuts, l'ouverture du poste est publiée dans ce numéro du Post Scriptum.

En vue de l'élaboration de notre programme et de la désignation d'une nouvelle ou d'un nouveau président-e, vous êtes chaleureusement convié-e-s à une séance du groupe égalité

Mardi 18 novembre, 20h15
au local du Parti 15 rue des voisins
code porte entrée 2108 A

L'ordre du jour proposé est le suivant :

- Présidence du groupe
- Modalités de fonctionnement du groupe égalité
- Programme de la législature
- Divers

Nous vous remercions d'annoncer votre présence auprès d'Aurore Duteil
aurore.duteil@ps-ge.ch / Tel : 022 338 20 76

Commission solidarité internationale

La commission solidarité internationale vous invite chaleureusement à sa prochaine séance

Mercredi 19 novembre, 19h30

Au local du Parti socialiste genevois
15 rue des Voisins – 1205 Genève
Rez supérieur – Code porte d'entrée: 2108 A

Ordre du jour :

1. Retour sur la matinée de la solidarité
2. Relancer la commission solidarité internationale : propositions concrètes, agenda et fonctionnement
3. Le programme de la prochaine législature. La séance est ouverte à tous les camarades intéressé-e-s par le thème de la solidarité internationale.

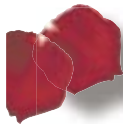
Pour toute information, contactez
Cruz Melchor Eya Nchama
Courriel : cruzblo@bluewin.ch

Commission urbanisme

La prochaine séance aura lieu

Jeudi 27 novembre à 20h30
au local du Parti, Rue des Voisins 15
Code 2108A - Salle V2

Pour toute information, contactez
Claude Uldry : uldry@o-u.ch
Nicole Valiquer : n.valiquer@bluewin.ch



Le Parti socialiste genevois

a le plaisir de vous convier à une conférence débat sur le thème de

Electorat du PS et positionnement du parti

Avec la participation de Monsieur **Pascal Sciarini**,

Directeur du département de Science Politique - Université de Genève

Mercredi 5 novembre, 20h00

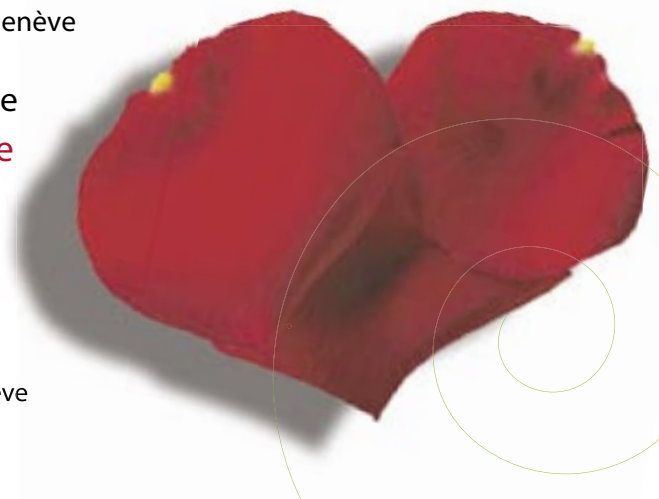
Université ouvrière de Genève (UOG)

3, Place des Grottes - 1201 Genève

La conférence sera suivie
d'une **verrée conviviale**

Pour plus d'informations :

Parti socialiste genevois
15 rue des Voisins - 1205 Genève
Tel : 022 338 20 70
www.ps-ge.ch



Votations

Assemblée générale extraordinaire

En vue des prochaines votations fédérales et cantonales du **8 février 2009**, le Parti socialiste genevois convoque ses membres à une

Assemblée générale extraordinaire

Mercredi 12 novembre 2008 à 20h00
au local du Parti - 15 rue des Voisins – Rez supérieur - 1205 Genève
Code porte d'entrée : 2108 A

Ordre du jour :

1. Prise de position sur les objets fédéraux du 8 février 2009

- La reconduction de l'accord entre la Suisse et la communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, ainsi que l'approbation et mise en oeuvre du protocole visant à étendre l'accord sur la libre circulation à la Bulgarie et à la Roumanie.

2. Prise de position sur les objets cantonaux du 8 février 2008

- La loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (introduction du vote électronique) du 28 septembre 2008 (A 2 00 - 10013)
- La loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (Conseiller d'Etat : incompatibilités avec les Chambres fédérales) du 28 septembre 2008 (A 2 00 - 10167)
- La loi modifiant la loi générale sur les contributions publiques, du 26 juin 2008 (D 3 35 - 10082)
- La loi modifiant la loi sur les constructions et les installations diverses, du 22 février 2008 (L 5 05 - 10088 - uniquement l'article 3 souligné) - (L 5 - 20 + abrogation de la loi 9529)

3. Divers

Votations du 30 novembre 2008

Le PS appelle à voter :

3 X NON, 2 X OUI POUR LES OBJETS FEDERAUX

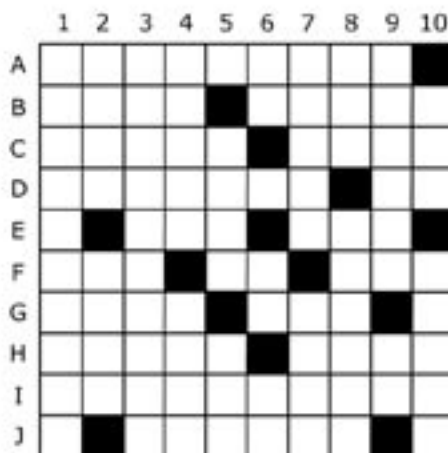
- OUI à un âge de la retraite flexible dès 62 ans
- OUI à une loi sur les stupéfiants qui a fait ses preuves
- OUI à une politique raisonnable en matière de chanvre
- NON à la suppression du droit de recours des associations
- NON à l'initiative pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine

2 X NON et 3 X OUI POUR LES OBJETS CANTONAUX

- IN 134 : NON à une initiative qui exclut
- CONTREPROJET : OUI à l'égalité des chances, pour un cycle d'orientation intégrateur et formateur
- OUI à une nouvelle loi pour une Université de service public
- NON à un projet anti-dette antidémocratique
- OUI à une modification technique de la loi sur le logement

Méninges

Les mots croisés de Tante Adèle



Solutions de la grille précédente

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	C	R	O	I	S	I	E	R	E	■
B	A	I	R	■	A	B	S	■	S	I
C	M	O	N	O	T	R	E	M	E	S
D	B	■	E	P	I	A	■	A	R	A
E	U	V	E	E	■	H	O	N	I	T
F	S	O	S	■	S	I	■	U	N	I
G	E	L	■	P	O	M	P	E	E	S
H	■	A	D	O	S	■	I	L	■	■
I	N	N	E	L	I	I	E	■	E	V
J	E	T	R	I	E	R	■	S	O	U

Horizontalement

A: A cette figure de taumachie, on peut préférer la belle Genevoise.

B: Chef ancien de tribu.- Tissu fin et transparent.

C: Nourrit Rémus et Romulus.- On peut le jeter en douce.

D: Introduisit parmi d'autres.- Dans le citron.

E: Commence stimuler.- Son cri est muet.

F: Intime.- Annonce une suite.- Fin de journée.

G: Pesante pour une famille.- Poisson de mer.

H: Etait paria chez les Grecs.- Un plan en plan.

I: Sont de vrais connaisseurs en vins.

J: Des tenues à remettre en ordre.

Verticalement

1: Peut être rendue suspecte.

2: Retrouva une seconde jeunesse.- Attitude virile.

3: Arriveront à la réussite.

4: Serpent très cassant.- Collège anglais du gratin.

5: Un des grands lacs d' USA.- Place enviée.

6: Fin de verbe conjugué.- Les bouts de tous.- Voyelles.

7: Pourcentage.- Passe en silence.

8: Un loup à refaire.- On les appelle aussi colins.

9: Succéda à Elie.- Montagne dans le midi.

10: Les urnes lui ont réussi.- Arrêt pathologique.

Agenda

Dimanche 19 octobre

Election de l'Assemblée Constituante
Le rendez-vous socialiste est au café des Twins (101 boulevard Carl Vogt) dès 15h00.
Venez nombreuses et nombreux !

Mardi 22 octobre

20h30 Commission économie, emploi et finances (V2)

Mercredi 29 octobre

20h15 Séance de coordination des représentant-e-s socialistes dans les CodOffs (V1)
ATTENTION : La séance de la coordination des sections est reportée au mercredi 26 novembre !

Jeudi 30 octobre

20h15 Caucus PSVG (V1)

Lundi 3 novembre

20h00 Comité directeur (V1)

Mardi 4 novembre

Séance du Conseil Municipal, Ville de Genève

Mercredi 5 novembre

20h00 Conférence de Pascial Sciarini (Université ouvrière de Genève - UOG)
 Séance du Conseil Municipal, Ville de Genève

Jeudi 6 novembre

20h30 Assemblée générale du PSVG (V1+V2) consacrée au Budget municipal de la Ville de Genève.

Lundi 10 novembre

19h30 Caucus PSG (V1)

Mercredi 12 novembre

20h00 Assemblée générale du PSG (V1+V2) consacrée aux votations du 8 février 2009

Mercredi 13 et Jeudi 14 novembre

20h00 Séances du Grand Conseil

Lundi 17 novembre

20h00 Comité directeur (V1)

Mardi 18 novembre

20h15 Groupe égalité (V1)

Mercredi 19 novembre

19h30 Commission solidarité internationale (V2)

Jeudi 20 novembre

20h15 : Caucus PSVG

Mercredi 26 novembre

19h30 Coordination des sections (V2)

Manifestation

Les Eurosocialistes de Genève vous invitent à une Conférence Table-Ronde et Débat sur le thème :

«Les jeunes et le mouvement socialiste européen»

Jeudi 30 octobre 2008
De 20h à 22heures
A la Maison des Associations
Salle Chico Mendes
15 rue des Savoises, Quartier Plainpalais, 1205 Genève

avec la participation des représentant-e-s du Mouvement de la Jeunesse Socialiste européenne

Aurélie Gavillet, Suisse
Joseph Favre, France
Fabio Olivo, Italie
Chus Greciet, Espagne

Présentation et animation :
Franca Madioni

Plus d'informations sur
www.eurosocialistes-geneve.org

Abréviations :

V1 = 15 rue des Voisins, grande salle
 V2 = 15 rue des Voisins, petite salle